

SOMMAIRE

ARTICLE 1- OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION	
ARTICLE 2- REPARTITION EN LOT	
ARTICLE 3- DESIGNATION DU MAITRE D'OUVRAGE	
ARTICLE 4- CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	
ARTICLE 5- RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES	
ARTICLE 6- CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS.....	
ARTICLE 7- LISTES DE PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS	
ARTICLE 8-OFFRE FINANCIERE.....	
ARTICLE 9- MODIFICATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	
ARTICLE 10- INFORMATION DES CONCURRENTS	
ARTICLE 11- PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.....	
ARTICLE 12 DOCUMENTATION TECHNIQUE.....	
ARTICLE 13 OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES.....	
ARTICLE 14- DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS.....	
ARTICLE 15- RETRAIT DES PLIS	
ARTICLE 16 : LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS.....	
ARTICLE 17 : MONNAIE.....	
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITES DES OFFRES	
ARTICLE 19 : ECLAIRCISSEMENT SUR LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	
ARTICLE 20 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUE ET FINANCIERES DES CONCURRENTS	
ARTICLE 21 : CRITERE D'EVALUATION DES OFFRES	
ARTICLE 22 : RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES	
ARTICLE 23 : CRITERE D'ADMISSIBILITE.....	

ARTICLE 1- OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent appel d'offres a pour objet : Acquisition de matériel informatique, équipements wifi et logiciels, ainsi que toutes les prestations de service y afférentes, pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education de la formation et de la Recherche scientifique, En trois lots :

Lot1 : Acquisition de matériel informatique ;

Lot2 : Mise en place d'une solution wifi (INDOOR) du nouveau siège du Conseil ;

Lot3 : Acquisition d'une solution de gestion et de dématérialisation des processus et activités métiers.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada 1 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 2- REPARTITION EN LOT

Les prestations, objet de cet appel d'offres seront attribuées par lot.

ARTICLE 3- DESIGNATION DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique**.

ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret N° 2.12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales
- Le modèle de l'acte d'engagement
- Le bordereau des prix-détail estimatif
- Le modèle de déclaration sur l'honneur
- Le présent règlement de la consultation

ARTICLE 5- RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans les bureaux de la Direction des Affaires Administratives et Financières du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, sis au Complexe Administratif de la Fondation Mohamed VI de Promotion des Œuvres Sociales de l'Education Bâtiment « A2 », Avenue Allal El Fassi-Madinat Al Irfane, dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de dépôt des offres

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics www.marchéspublics.gov.ma et à partir de l'adresse électronique suivante : www.csefrs.ma.

Il peut être également envoyé par voie envoyée par voie postale aux concurrents qui le demande par écrit à leur frais et à leurs risques et périls.

ARTICLE 6 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret N° 2.12-349 précité :

- 1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;

- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
 - sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme
- 2- Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres les personnes physiques ou morales qui sont :
- En liquidation judiciaire ;
 - En redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
 - Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n° 2-12-349 précité.
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation des marchés.

ARTICLE 7- LISTES DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS

Conformément à l'article 25 du décret précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et technique.

7-1-Un dossier administratif comprenant :

- a) Une déclaration sur l'honneur comprenant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire qui en tient lieu le cas échéant ;
- c) Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret n°2-12-349 précité.

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n°2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics :

- A) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique, agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n°2-12-349 ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le

dahir portant loi n°1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujettis à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.

e) l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b), c) et d) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétentes de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A Défaut de délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

7-2-Un dossier Technique comprenant :

A- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles et la qualité de sa participation.

B- Fournir les attestations de références

ARTICLE 8 - OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

*L'acte d'engagement ;

*Le bordereau des prix –détail estimatif.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

Le montant total du bordereau des prix-détail estimatif, doit être libellé en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 paragraphe 7 du décret n° 2 – 12-349 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées suffisamment à l'avance à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier et en tout cas avant la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres.

Lorsque ces modifications nécessitent la publication d'un avis modificatif celui-ci doit être publié conformément aux dispositions du § 2 –1 alinéa 1 de l'article 20 du décret précité, dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

ARTICLE 10- INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE DES ECLAIRSSISSEMENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-12-349 précité, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage ou moins sept (07) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions, et au moins trois (03) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, aux autres concurrents ayant retiré le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

ARTICLE 11- PRESENTATION DU DOSSIER DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché
- La date et l'heure limite de dépôt des offres ;
- L'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

- **La première enveloppe** contient les pièces du dossier administratif et technique, le CPS paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention "Dossiers administratif et technique »
- **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention "offre financière »

Les deux enveloppes visées ci-dessus indiquant de manière apparente

- Nom et l'adresse de concurrents ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis.

ARTICLE 12- DOCUMENTATION TECHNIQUE

Les concurrents sont tenus de présenter, pour chacun des articles du lot, une documentation technique détaillée et complète comprenant : fiches descriptives, catalogues, prospectus, notices, ou autres documents techniques pouvant faciliter l'examen et le jugement des offres. La documentation technique est obligatoire pour tous les articles du lot.

La documentation technique doit être présentée dans une enveloppe fermée et cachetée portant la mention «Documentation technique» et doit indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

La documentation technique est à déposer à la Direction des Affaires Administratives et Financières du Conseil, au plus tard à la date et l'heure indiquées dans l'avis d'appel d'offres contre délivrance par le maître d'ouvrage d'un accusé de réception.

Aucune documentation technique n'est acceptée au-delà de cette date.

A leur réception, les documentations techniques sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée sur le registre spécial, en y indiquant le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée.

Conformément à l'article 37 du décret n°2-12-349 précité, l'examen des documentations seront effectuées après examen des pièces du dossier administratif et du dossier technique par la commission d'appel d'offres. Seules les documentations techniques des concurrents admis à l'issue de l'examen des dossiers administratif et technique sont examinées.

ARTICLE 13- OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRE ET APPRECIATION DES CAPACITES

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des soumissionnaires s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36,37,39,40 et 41 du décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 14- DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n°2-12-349 précité, les plis sont au choix des concurrents,

- soit envoyées par la poste sous plis recommandé avec accusé de réception à l'adresse de l'administration. Dans ce cas, il doit parvenir à destination avant les dates et heures limites de dépôt des offres ;
- soit déposées au bureau des marchés de l'Ecole des Sciences de l'Information contre récépissé avant les dates et heures limites de dépôt des offres ;
- Soit remises, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'examen des offres.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret N° 2.12.349 précité.

ARTICLE 15- RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 31 du décret précité.

ARTICLE 16 : LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS

Toutes les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents en réponse au présent appel d'offres doivent être établies en langue française.

ARTICLE 17 : MONNAIE

Pour les offres des concurrents qui ne sont pas installés au Maroc, pour être évaluées et comparées aux autres concurrents, les montants de ces offres seront convertis en dirham. Cette conversion sera effectuée sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

ARTICLE 18- DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Par dérogation à l'article 33 du décret n° 2-12-349 précité, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si, dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

Article 19 ECLAIRCISSEMENT SUR LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n°2-12-349, le candidat désirant obtenir des éclaircissements sur le CPS pourra notifier sa demande à l'administration au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.

L'Administration répondra, si elle le juge nécessaire, à toute demande d'éclaircissement sur le contenu du CPS qu'elle aura reçue dans les 7 jours au plus tard précédant la date limite de remise des offres. L'Administration adressera la réponse à l'ensemble des consultants (y compris une explication de la demande sans identification de son origine).

ARTICLE 20 CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURENTS

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs et techniques de chaque concurrent.

L'offre sera appréciée sur la base des critères objectifs donnant à l'administration la possibilité de s'assurer des garanties de la continuité de l'approvisionnement. Le soumissionnaire doit en effet disposer des moyens nécessaires à l'exécution des prestations.

ARTICLE 21 : CRITERE D'EVALUATION DES OFFRES

Les offres sont examinées conformément aux dispositions de l'article **37 du décret n°2-12-349 précité**.

Les offres seront jugées sur la base de l'offre financière sous réserves des vérifications et application, le cas échéant, des dispositions prévues à l'article 40 du décret n°2-12-349 précité, l'offre la moins disante.

ARTICLE 22 : RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES

L'Administration n'est pas tenue de donner suite à l'appel d'offres.

Aucun soumissionnaire ne peut prétendre à indemnité, si ses propositions ne sont pas acceptées ou s'il n'est pas donné suite à l'appel d'offres.

ARTICLE 23 : CRITERE D'ADMISSIBILITE

Les critères d'admissibilité des candidats sont les suivants :

- Satisfaire aux conditions administratives énoncées dans l'article 24 du décret n°2-12-349 relatif aux marchés publics ;
- Garantir les capacités juridiques, et techniques et financières.




CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DES PRIX

N° : 05/CSEFRS/2016

OBJET

L'ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE, EQUIPEMENTS DU RESEAU WIFI ET LOGICIELS POUR LE COMPTE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
- EN TROIS LOTS -

<u>PRESENTE PAR :</u>  Abdellatif ATMANI Directeur du pôle Systèmes d'Information	<u>VALIDE PAR :</u> 
<u>LU ET ACCEPTE PAR</u>	<u>SIGNE PAR :</u>
<u>APPROUVE PAR</u>  Rabat-le	

MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT

A- Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert, sur offres des prix n°05/CSEFR/2016 relatif à Acquisition de matériel informatique, équipements wifi et logiciels, ainsi que toutes les prestations de service y afférentes, pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education de la formation et de la Recherche scientifique

Passé en application des alinéas 2 § 1 de l'article 16 et l'alinéa 3 §3 de l'article 17 du décret N° 2.12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatifs aux marchés publics.

B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte ;

Adresse du domicile élu : ;

affilié à la CNSS sous le n° : ;

Inscrit au registre du commerce de(localité) sous le n°

.....

N° de la patente

.....

b) Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

agissant au nom et pour le compte de(raison sociale et forme juridique de la société) ;

Au capital de :

Adresse du siège social de la société.....

Adresse du domicile élu :

Affiliée à la CNSS sous le n°

Inscrite au registre du commerce..... (localité) sous le n°

.....

N° de la patente

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu(s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi - même, lesquels font ressortir :

- montant hors T. V.A. :(en lettres et en chiffres)
- Taux de la T.V.A. (20%).....:..... .(en pourcentage)

- montant T. V.A. :..... (en lettres et en chiffres)
- montant T.V.A. comprise :(en lettres et en chiffres)

L'Etat se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte(à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à (Localité), sous le relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à le

(Signature et cachet du prestataire)

MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR
DECLARATION SUR L'HONNEUR

- Mode de passation : Appel d'offres ouvert, sur offres des prix n° 05/CSEFR/2016
- Objet du marché : Acquisition de matériel informatique, équipements wifi et logiciels, ainsi que toutes les prestations de service y afférentes, pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education de la formation et de la Recherche scientifique

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)
Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
Adresse du domicile élu :Affilié à la CNSS sous le
n° :
Inscrit au registre du commerce de (localité) sous le N°
N° de patente
N° du compte courant postal bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
Agissant au nom et pour le compte..... (Raison sociale et forme juridique de la société)
Au capital de :
Adresse du siège social de la société
Adresse du domicile élu
Affiliée à la CNSS sous le N°
inscrite au registre du commerce (localité) sous le n°
N° de patente
N° du compte courant postal bancaire ou à la TGR.....(RIB)

Déclare sur l'honneur

1. m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
2. que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du décret N° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatifs aux marchés publics.

3. Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité ;

4. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance ;

- à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret n°2-12-349 précité ;

- que celle - ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;

5-m'engager à ne pas recourir, par moi-même ou par personnes interposées des pratiques de fraudes ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

6-m'engage à ne pas faire par moi -même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché

7- atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 168 du décret n° 2-12-349 précité

8-Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.

9-Je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 138 et 159 du décret N° 2.12-349 précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à le
Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

(*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.